

Les dirigeants de l'UE appelés à définir des règles rigoureuses de compensation carbone pour le secteur aérien

Paris, le 27 février 2019 : Les membres de la Coalition internationale pour une aviation durable (ISCA) ont adressé ce jour une **lettre** aux membres du Conseil de l'organisation internationale de l'aviation civile (OACI) comprenant la France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, la Suède et Irlande, qui négocient actuellement les modalités de compensation des émissions de CO2 du plan CORSIA.

L'ISCA, dont le Environmental Defense Fund (EDF) fait partie, alerte les pays membres sur l'attention à apporter aux critères d'éligibilité des compensations carbone, au risque de rendre CORSIA inefficace et nuire à la lutte contre le changement climatique.

Une étape cruciale dans la réduction de l'impact de l'aviation sur le climat

Les pays du conseil de l'OACI ont cette semaine le sort de CORSIA, le programme de compensation et de réduction de carbone pour l'aviation internationale, entre les mains : ils peuvent soit créer un système intègre garantissant que la croissance des émissions de l'aviation internationale par rapport au niveau d'émissions de 2020 soit neutre en carbone - une étape importante pour commencer à réduire l'impact de l'aviation sur le climat - ou bien créer un système qui laisse la place à la double comptabilisation, à des crédits d'émission de mauvaise qualité ou encore des accords opaques, qui ne vont qu'aggraver le changement climatique.

Dans sa lettre, l'ISCA exhorte les membres du Conseil de l'OACI à ne pas remettre en cause le potentiel de CORSIA au risque d'aggraver la menace que pose le changement climatique mondial.

« *Il y a urgence à agir pour le climat et notre appel à l'action s'adresse tout particulièrement aux dirigeants de l'Union européenne* », a déclaré Annie Petsonk, **Conseillère** pour le Environment Defense Fund. « *L'Europe a été le chef de file mondial en matière de lutte contre le changement climatique. Les dirigeants de l'UE doivent désormais négocier fermement à l'OACI pour que CORSIA soit un succès. Sans normes de transparence élevées, l'OACI pourrait devenir la «FIFA» des marchés du carbone, avec des crédits douteux pour l'environnement accordés aux compagnies aériennes qui ne souhaitent pas réellement réduire leurs émissions.* »

La lettre souligne que les décisions prises dans les prochaines semaines pourraient aider l'aviation internationale à compenser ses émissions au-dessus des niveaux de 2020 et à créer un marché mondial propice aux investissements dans le développement économique sobre en carbone. Cela ne se produira cependant que si les pays du conseil de l'OACI approuvent **des critères rigoureux d'éligibilité des programmes de compensation des émissions de carbone**, afin de garantir que les réductions d'émission ne soient pas comptées deux fois, et établissent un comité consultatif technique, opérant de manière transparente et sans conflit d'intérêt, pour évaluer les programmes et les unités d'éligibilité.

L'urgence de la situation : une décision attendue le 15 mars

La décision de l'Union européenne d'inclure l'aviation dans son système d'échange de quotas d'émission (ETS) a été à l'origine de CORSIA. Si l'UE laisse CORSIA adopter des règles trop faibles, cela laissera la porte ouverte à l'utilisation d'excédents inefficaces résultant du protocole de Kyoto ou des crédits comptés en double via CORSIA, ce qui inverserait les effets des mesures climatiques prises par l'UE dans le secteur de l'aviation et les récents gains de l'ETS, qui reste le plus grand marché du carbone au monde.

Annie Petsonk revient sur ce risque: «*Permettre une double comptabilisation nuirait gravement au potentiel de l'accord - et à la crédibilité de l'OACI et des compagnies aériennes dans la lutte contre le changement climatique. Cela saperait également les efforts des membres de l'Accord de Paris pour limiter l'augmentation de la température mondiale bien en dessous de 2 degrés.* »

Dans une analyse publiée cette semaine par le NewClimate Institute, des experts allemands du marché du carbone ont découvert que **sans restrictions supplémentaires sur l'éligibilité des crédits compensés, il existe un risque réel que CORSIA n'atteigne pas ses objectifs.**

D'ici le **15 mars**, les membres gouvernementaux du Conseil de l'OACI devraient annoncer les critères auxquels les programmes de crédits de carbone doivent répondre pour pouvoir être utilisés pour compenser l'augmentation des émissions des compagnies aériennes. C'est le même jour où des milliers d'étudiants sont attendus dans la rue pour participer à la grève mondiale contre le changement climatique, un mouvement lancé par l'étudiante suédoise Greta Thunberg. Les gouvernements de l'UE sont attendus pour prouver leur engagement réel à lutter contre le changement climatique en s'assurant que les règles de la CORSIA permettent de réduire réellement les émissions.

CORSIA : 2,5 à 3 milliards de tonnes de CO2 en moins sur les 15 prochaines années

CORSIA, qui sera lancé en 2020, pourrait empêcher 2,5 à 3 milliards de tonnes de CO2 d'être émises dans l'atmosphère au cours des 15 premières années du programme. Cet objectif ne sera atteint que si les pays mettent en place un processus transparent et des mesures efficaces pour réduire les émissions de l'aviation.

L'aviation est l'une des sources d'émission de gaz à effet de serre dont la croissance est la plus rapide. Si rien n'est fait, on estime que les émissions mondiales de carbone du trafic aérien vont tripler d'ici à 2050, avec la venue de 30 000 nouveaux gros porteurs.

###

Environmental Defense Fund

Créé en 1967, le [Environmental Defense Fund](#) est une organisation internationale à but non lucratif de premier plan qui cherche à répondre aux plus grands problèmes environnementaux, alliant science, économie, droit et partenariats novateurs avec le secteur privé. Suivez EDF sur [EDF Voices](#), [Twitter](#) et [Facebook](#).

Environmental Defense Fund collabore avec les gouvernements, les partenaires de la société civile de la [Coalition internationale pour l'aviation durable](#) et le secteur de l'aviation internationale afin de [plaider](#) en faveur de mesures efficaces pour accompagner les compagnies aériennes dans la lutte contre la pollution croissante.